

I

Le congrès de Paris et le rétablissement des Jeux Olympiques

Un soir de novembre 1892... exactement le vendredi 25. Le grand amphithéâtre de l'ancienne Sorbonne: vaste rectangle teinté, si j'ai bonne mémoire, de lilas sale et orné de deux niches carrées d'où saillaient les nez augustes de deux prélats qui devaient être Bossuet et Fénelon. En ce lieu maussade, j'avais passé l'écrit d'un de mes bachots et cherché quelque chose à dire sur l'« imagination créatrice ». Mais les potaches présents à la Sorbonne en cette soirée de 1892 pensaient à toute autre chose. Sur l'estrade ils contemplaient, au centre, le plastron immaculé et l'habit de coupe impeccable du plus en vue des mondains d'alors, le vicomte Léon de Janzé, dont j'avais fait peu avant un président de l'Union des Sports Athlétiques, sachant fort bien qu'il n'était pas seulement un mondain, mais un homme de grand sens et un caractère sûr. A ses côtés se tenaient le recteur de l'Université, M. Octave Gréard, et le prince Obolensky, maréchal de la cour du Grand Duc Wladimir, lequel avait accepté de patronner ce « jubilé » et devait venir en personne au Bois de Boulogne le surlendemain distribuer des prix à nos jeunes athlètes. En foi de quoi l'amphithéâtre était orné de drapeaux russes alternant avec des drapeaux français; c'était l'alliance avec dix mois d'avance.

Jubilé de quoi?.. Soi-disant, on célébrait le *cinquième* anniversaire de l'Union des Sports Athlétiques par une série de fêtes: réunion à Ville-d'Avray, assaut d'escrime, cross-country à Meudon qui s'était terminé par un magnifique goûter offert et présidé par l'illustre astronome Janssen... car nous avions alors des collaborateurs haut-placés dans les Lettres, les Sciences et la politique: Victor Duruy, Jules Simon, Georges Picot et bien d'autres qui avaient, les premiers, en 1888, prêté leur appui à ma campagne initiale... Donc, on célébrait le cinquième anniversaire de l'USFSA?... N'en croyez rien. Le bébé avait été substitué. Il est bien exact qu'à la même date, cinq ans plus tôt, deux petites sociétés parisiennes avaient été convoquées pour former, à l'issue d'un déjeuner frugal, l'*Union des Sociétés Françaises de Courses à pied*. Et c'était déjà là un bien joli geste d'audace de la part de Georges de Saint-Clair, car enfin, le Stade Français avait tout juste la permission de courir le dimanche matin sur la terrasse de l'Orangerie, aux Tuileries, et la concession du Racing-Club à la Croix-Catelan était plus que précaire. Un peu plus tard, je dus intervenir à l'Hôtel de Ville pour tâcher de la fixer. Quelle fut notre stupeur, à Saint-Clair et à moi, de recevoir un papier où il était dit que la société serait admise à établir des pistes sur ce joli terrain, mais qu'« à première réquisition, elle devait toujours être prête à les rouler et à les emporter ». Tels étaient les « ronds-de-cuir » de l'époque. Pour eux, les membres de l'Institut qui parrainaient notre œuvre devaient évidemment être un peu mabouls.

C'est ainsi, en utilisant un acte de baptême rectifié par la suite et dont un publiciste adverse ne cessait de me réclamer malicieusement une copie officielle, que nous



Congrès de 1894: les trois commissaires — Charles Herbert (en bas, à gauche), William M. Sloane (en bas, à droite), Pierre de Coubertin (au centre) — le président du Congrès, le Baron de Courcel (en haut, à gauche) et Demetrius Bikelas, premier président du CIO (en haut, à droite).

avons saisi l'occasion d'organiser ces fêtes avec toute la somptuosité permise par des budgets encore efflanqués. La soirée de la Sorbonne, qui en constituait la partie intellectuelle, comprenait, avec la Marseillaise, l'hymne russe et une ode de circonstance, une conférence en triptyque sur l'histoire des exercices physiques: Georges Bourdon parlerait de l'Antiquité; J. J. Jusserand, futur ambassadeur de France à Washington, parlerait du Moyen-Age; et moi-même, des temps modernes.

Or, mon exposé, j'avais décidé de le terminer en forme sensationnelle par l'annonce de la résolution de provoquer le prochain rétablissement des Jeux Olympiques. Et allez donc!

Naturellement, j'avais tout prévu, hormis ce qui arriva. De l'opposition? Des protestations, de l'ironie? Ou même de l'indifférence?... Point du tout. On applaudit, on approuva, on me souhaita un grand succès, mais personne n'avait compris. C'était l'incompréhension totale, absolue qui commençait. Elle devait durer longtemps.

Quatre ans plus tard, à Athènes, lors des Jeux de la première Olympiade, je me souviens d'une dame américaine qui, après m'avoir complimenté, me dit, en souriant: « J'ai déjà assisté aux Jeux Olympiques. » — « Ah bah! lui dis-je, et où donc? » — « A San Francisco. » Et voyant mon ahurissement, elle ajouta: « C'était très beau. César était présent (Caesar was there). » Une restitution, un « pageant », une représentation comme l'Hippodrome de l'avenue de l'Alma, ou à Londres, l'Olympia se plaisaient à en montrer en ces temps lointains, voilà ce qui, obstinément, allait se tenir entre mes auditeurs de 1892 et moi. Pleins de bienveillance, ils ne parvenaient pas à saisir ma pensée, à interpréter cette chose oubliée: l'olympisme, et à en séparer l'âme, l'essence, le principe... des formes antiques qui l'avaient enveloppée et étaient depuis quinze cents ans descendues dans la tombe.

Cela me créait une situation solitaire malaisée à affronter. Si j'avais été un multimillionnaire, il y aurait eu moyen de s'en tirer, mais les modestes ressources de ma bourse de jeune homme, qui avaient suffi jusque-là à aider les associations sportives scolaires en formation dans les lycées français, à circuler pour organiser ici ou là des manifestations désirables, comment leur demander un pareil effort international? Et sans cela, avec quoi le soutenir?

Une autre source d'incompréhension existait chez les sportifs, celle-là: l'incapacité à collaborer d'un sport à l'autre. La génération actuelle n'arrivera jamais à réaliser l'état des choses d'alors. C'est qu'à y réfléchir, en effet, l'antinomie des sports entre eux est peu explicable puisqu'ils reposent tous sur le même soubassement de joie musculaire et de développement corporel préalable. Leur piédestal psycho-physiologique est identique. Mais voilà. Les sportifs du XIXe siècle étaient profondément convaincus que la technique d'un sport étant contraire à celle d'un autre, ils se nuisaient pratiquement entre eux. L'escrimeur se détériorera à faire de la boxe. Le rameur doit se méfier de la barre fixe. Quant au cavalier de ce temps, l'idée de courir à pied ou de jouer au football lui eût donné la nausée. Il n'y avait que le tennis, alors à son aurore, et la natation qui ne suscitassent point de méfiance: le premier de ces exercices n'était encore qu'un passe-temps élégant, et le second une accoutumance militaire recommandée par l'hygiène générale et la sécurité en cas d'accident ou de sauvetage obligatoire.

Les représentants des différents sports ne s'étaient, je crois bien, jamais trouvés réunis pour une œuvre commune, quand je les rassemblai lors de la fondation du Comité pour la propagation des sports scolaires; un an plus tard, la Commission d'organisation des concours du Congrès de 1889, dont j'avais dressé la liste, les mit en présence officiellement, au ministère de l'Instruction publique, cette fois. Ils se regardèrent avec une surprise méfiante assez amusante. Mais en tout ceci, il ne s'était agi que des potaches. Nous ne touchions alors qu'à des milieux pédagogiques. Bien différente était la situation avec les Jeux Olympiques. Il faudrait maintenant manœuvrer des adultes...

L'hiver de 1892-93 se passa sans que l'idée eût le moins du monde « rebondi » dans l'opinion. Quand il y était fait allusion, je voyais toujours transparaître la notion de représentation hippodromesque. La grande plaisanterie des gens « cultivés » était de s'enquérir si les femmes seraient admises parmi les spectateurs aux nouveaux Jeux et si, comme à certaines périodes de l'Antiquité, la nudité générale serait imposée pour mieux défendre l'accès de l'enceinte au sexe faible.

Mon dessein, avant la séance de novembre 1892, avait été basé sur l'idée que le retentissement du projet serait assez grand pour assurer le succès d'un congrès international, auquel j'entrevois naïvement que les gouvernements et les universités participeraient par l'envoi de délégués officiels. A présent, il fallait déchanter. Comment faire ? Très vite, je me décidai à maintenir le projet de Congrès, mais en le truquant. Il traînait dans les cartons de l'USFSA (car à peine née, elle avait déjà des cartons comme toute bonne création moderne) un projet de Congrès international pour régler la question de l'amateurisme, déposé par Ad. de Pallissaux, un des plus dévoués et convaincus parmi les ouvriers du début. Ah! ces chers collaborateurs d'alors, avec quelle franche amitié je songe à eux, sans me souvenir des nuages qui passaient parfois entre nous; Pallissaux, Paul Champ, Gaston Raymond, Gustave de Lafreté, Marcadet, Heywood, qui tracèrent avec moi les premières pistes de cross à travers les bois des environs de Paris; et puis la première floraison des potaches « libérés »: Frantz-Reichel, Louis Dedet, Fernand Bouisson, Georges Haviland, Arthur Roy... équipe de pionniers dont j'étais le camarade autant que le chef.

L'amateurisme, admirable momie qu'on pourrait transporter au musée de Boualak comme spécimen de l'embaumement moderne! Un demi-siècle a passé sans qu'elle paraisse avoir souffert des manipulations incessantes dont elle a été l'objet. Elle semble intacte. Personne de nous n'escomptait une telle durée. En nous attaquant à ce problème, nous étions convaincus d'en venir à bout en moins d'un lustre. Mais pour moi, le Congrès projeté avait, avant tout, cette importance de me constituer un précieux paravent. Je rédigeai donc un programme préliminaire et le fis approuver par le Congrès de l'USFSA, transformée dès le début de 1890. Elle avait désormais un Conseil et un Comité rentrant l'un dans l'autre et en sortant avec une égale aisance. C'était de la sorte, une manière de Janus avec une façade sur le Jockey-Club, dans les rangs duquel se recrutaient nos membres honoraires à vingt francs l'an, et une autre sur la petite bourgeoisie, dont une fraction, pleine d'allant, nous fournissait des travailleurs zélés et nous confiait volontiers les muscles de ses fils. Cette fusion des classes, pas toujours commode à maintenir, sinon à provoquer, m'amusait, et je

pense que c'est en observant la manière dont je m'y prenais pour réussir qu'un jeune publiciste m'avait découvert « des coins curieux d'apôtre qui s'en fiche ». Dans la France d'alors, il était très nécessaire de savoir prendre à la blague — ou, du moins, en avoir l'air — les projets graves qu'on méditait de faire aboutir.

Le programme du Congrès de 1894, je l'ai là sous les yeux, en deux formules entre lesquelles s'étend un espace de quelque dix mois, En tête, une trinité immuable composée de trois commissaires: C. Herbert, secrétaire de l'Amateur Athletic Association (Londres) pour l'Angleterre et l'Empire britannique; W. M. Sloane, professeur à l'université de Princeton pour le continent américain; et moi-même, pour la France et l'Europe continentale. Cette géographie inhabituelle était destinée à me faciliter la propagande. Mes deux collègues avaient d'abord accepté pour m'être agréable. Herbert, assez taciturne, beaucoup plus compréhensif qu'il ne paraissait au premier contact, avait, à sa disposition, comme chef administratif de l'AAA, tout un réseau propagandiste organisé. Sloane devait à sa situation, à sa réputation déjà grande, des moyens d'atteindre le monde universitaire transatlantique dont j'avais constaté en 1889 qu'il dominait l'athlétisme américain et qu'on ne pouvait rien faire sans lui.

Après les noms des commissaires venaient les huit articles suivants qui, je crois, n'ont jamais été reproduits depuis lors:

I. — Définition de l'amateur: bases de cette définition. — Possibilité et utilité d'une définition internationale.

II. — Suspension, disqualification et requalification. — Des faits qui les motivent et des moyens de les vérifier.

III. — Est-il juste de maintenir une distinction entre les différents sports au point de vue amateuriste, spécialement pour les courses de chevaux (gentlemen) et le tir aux pigeons? — Peut-on être professionnel dans un sport et amateur dans un autre?

IV. — De la valeur des objets d'art donnés en prix. — Est-il nécessaire de limiter cette valeur? — Quelles mesures doit-on prendre contre celui qui vend l'objet d'art gagné par lui?

V. — Légitimité de ressources provenant des admissions sur le terrain. — Cet argent peut-il être partagé entre les sociétés ou entre les concurrents? Peut-il servir d'indemnité de déplacement? — Dans quelle limite des équipiers peuvent-ils être indemnisés, soit par la société adverse, soit par leur propre société?

VI. — La définition générale de l'amateur peut-elle s'appliquer également à tous les sports? — Comporte-t-elle des restrictions spéciales en ce qui concerne la vélocipédie, l'aviron, les sports athlétiques, etc.?

VII. — Du pari. — Est-il compatible avec l'amateurisme? — Des moyens d'en arrêter le développement.

VIII. — De la possibilité du rétablissement des Jeux Olympiques. — Dans quelles conditions pourraient-ils être rétablis?

Le programme définitif publié au début de 1894 était plus développé et plus précis. Il contenait des dates: 16-24 juin 1894, l'annonce que les séances se tiendraient à la Sorbonne et que l'ouverture solennelle serait présidée le 16 juin par le baron de Courcel, sénateur, ancien ambassadeur à Berlin (en fait, c'était M. Casimir-Périer, alors ministre des Affaires Etrangères, qui, d'abord, avait accepté cette mission puis s'était récusé, me conseillant de m'adresser à M. de Courcel). Il y avait en outre huit vice-présidents honoraires, parmi lesquels un Anglais, un Américain, un Belge, un Suédois et un Hongrois; quelques commissaires-adjoints, dont Frantz-Reichel, « pour la presse », et l'annonce de quelques fêtes encore un peu incertaines. Le programme s'était allongé de deux paragraphes nouveaux. Surtout il était divisé en

deux parties: la première sous le titre « Amateurisme et professionnalisme » comprenait les sept articles ci-dessus reproduits; la seconde, sous la mention « Jeux Olympiques », se composait du VIIIe et des deux articles que voici:

IX. — Conditions à imposer aux concurrents. — Sports représentés. — Organisation matérielle, périodicité, etc.

X. — Nomination d'un Comité international chargé d'en préparer le rétablissement.

Enfin, le règlement était précisé tout en gardant le plus possible du caractère élastique que j'étais tenu de lui conserver, notamment en spécifiant que « les Unions et Sociétés participantes ne seraient pas liées par les résolutions adoptées ». Le document revêtait de la sorte un aspect d'assurance, de certitude bien éloigné de correspondre à la réalité. Au fond, j'étais embarqué dans une aventure sur la réussite immédiate de laquelle j'étais loin de me sentir rassuré.

A l'automne de 1893, j'étais retourné pour quatre mois aux Etats-Unis. J'avais visité longuement l'Exposition de Chicago, séjourné en Californie, et j'étais revenu à Washington et New York par le Texas et la Louisiane. A Chicago, j'avais demeuré dans le luxueux Athletic Club et fréquenté à San Francisco l'Olympic Club, au nom prédestiné. Dans toutes les universités nouvelles ou déjà visitées en 1889, j'avais rencontré un accueil empressé, malgré que mon livre *Universités Transatlantiques*, paru en 1890, n'eût guère satisfait les professeurs qui en avaient trouvé 'la forme un peu légère et le contenu insuffisamment élogieux. Nulle part, en tout cas, l'idée du rétablissement des Jeux Olympiques n'éveillait la sympathie qu'il eût fallu. Seul, mon cher ami William Sloane vibrerait à cette idée. A la veille de mon embarquement, il donna à l'University Club à New York un dîner dont il avait choisi les convives avec grand soin parmi les gens à la fois les plus ouverts au sens sportif et au sens historique. Conversation très chaleureuse, intérêt sincère, mais arrière-pensée évidente d'un insuccès certain.

Même impression encore accentuée à Londres en février 1894. Sir John Astley réunit au Sports Club des amis pour parler de mes projets, mais le nombre des acceptants se réduisit peu à peu à une poignée plutôt inerte. Cependant, le printemps s'avavançait sans apporter de promesses réconfortantes. Reculer, je n'y songeais point. C'était du reste difficile, car les adhésions, sans être assez nombreuses ni assez fermes, arrivaient pourtant, et d'un peu partout, de la Nouvelle-Zélande ou de la Jamaïque, aussi bien que d'Amiens ou de Bordeaux.

Deux sources d'inquiétude: les universités ne marchaient pas. Or, j'avais beaucoup compté sur leurs délégués pour corser le caractère « classique » de l'entreprise. Et puis l'Allemagne ne marchait pas non plus. Je n'y connaissais alors personne, mais je jugeais l'appui germanique indispensable en regard du britannique et du « latin », expression que j'employais encore, n'en devant que plus tard reconnaître le caractère artificiel et inexact. Muni d'une introduction quelconque, j'avais rendu visite à l'attaché militaire allemand à Paris, le fameux colonel Schwartzkoppen, qui devait, dans la suite, être si tragiquement mêlé à l'affaire Dreyfus. Sur son conseil, j'écrivis à deux reprises à un ministre prussien, M. de Podbielski, qui m'était signalé comme grand manitou des sports, mais il ne vint jamais de réponse.

Cette introduction de l'Allemagne dans l'affaire risquait de me retirer l'adhésion des gyms français, donnée, du reste, sans le moindre enthousiasme. Le 15 mai

1894, M. Cuperus refusait celle de gyms belges en termes virulents: « Ma fédération, disait-il, a toujours cru et croit encore que la gymnastique et les sports sont choses *contraires* et elle a toujours combattu ces derniers comme *incompatibles* avec ses principes. » Là-dessus, mon opinion était faite. J'estimais une telle doctrine absurde, mais qu'y pouvait-on? L'Union des Sociétés françaises de Gymnastique avait adhéré. M. Sansboeuf m'avait toutefois avisé que ses délégués se retireraient si les Allemands paraissaient. Ceci, je le trouvais non seulement fâcheux, mais humiliant. Cette perpétuelle « protestation » à l'égard du vainqueur de 1870 m'exaspérait. En réalité, quoi de moins français, de moins chevaleresque, de moins « Fontenoy » que de montrer ainsi le poing rageusement, en restant assis? Est-ce ainsi que nos pères comprenaient « l'intervalle des batailles »? Je ne saurais dire combien, pendant mon adolescence, j'ai souffert de cette attitude qu'une conception fausse et mesquine du patriotisme imposait à ma génération. Bien qu'ayant grandi à l'ombre de Sedan, je ne me sentis jamais une âme de vaincu. Le réveil de 1878 m'éclaira et le magnifique tournant de 1889 me libéra en me rendant le concept des capacités nationales et la foi en un avenir différent du passé, mais non indigne de lui.

Aux approches du Congrès, tout demeurait, si je puis ainsi dire, à raies de lumière sur fond gris. Autour de moi, j'avais réuni un petit orchestre qui, les yeux fixés sur mon pupitre, attendait le signal de l'archet, sans bien savoir quel air il allait être appelé à jouer. Je fis porter tout mon effort sur la séance d'ouverture et la première audition avec chœurs de l'*Hymne à Apollon* découvert dans les ruines de Delphes. Gabriel Fauré s'y prêta de bien bonne grâce.

Brusquement, le nom du Congrès changea. Les mots « Congrès pour le rétablissement des Jeux Olympiques » figurèrent sur les lettres d'invitation, dont un spécimen est exposé à Lausanne, dans le Musée Olympique. Dans le cadre prestigieux du grand amphithéâtre de la Sorbonne (la nouvelle Sorbonne cette fois), en face du « Bois sacré » de Puviss de Chavannes, entre une belle ode de Jean Aicard et un savant commentaire de Théodore Reinach, précédés d'un discours académique du baron de Courcel, l'audition de l'harmonie sacrée plongea la nombreuse assistance dans l'ambiance espérée. Une sorte d'émotion nuancée se répandit comme si l'antique eurythmie transparissait à travers le lointain des âges. L'Hellénisme s'infiltra de la sorte dans la vaste enceinte. Dès ces premières heures, le Congrès avait abouti. Je savais que, désormais, consciemment ou non, personne ne voterait contre le rétablissement des Jeux Olympiques.

Il fut, en effet, proclamé sans opposition le 23 juin, à la dernière séance. Les congressistes avaient fait d'honnête besogne. Divisés en deux commissions, l'une pour l'amateurisme, l'autre pour l'olympisme, ils avaient eu pour présider leurs travaux, d'une part Michel Gondinet, président du Racing Club de France, de l'autre D. Bikelas, délégué à la Société Panhellénique de Gymnastique. Les vice-présidents étaient le professeur W. M. Sloane et R. Tood, délégué de la National Cyclist's Union, pour l'une, le baron de Carayon la Tour, délégué de la Société Hippique Française, pour l'autre, les secrétaires-rapporteurs, MM. A. Mangeot, délégué du Stade Bordelais, et Maurice Borel, secrétaire d'ambassade, délégué de la Société de l'Île de Puteaux.

Très bonne tenue des séances. Sur les questions technique et amateuriste, intéressantes discussions auxquelles le recteur descendit plusieurs fois de son appartement pour assister.

Pour les Jeux Olympiques, on me suivait sans presque discuter. Je fis voter successivement les principes fondamentaux préalablement arrêtés dans mon esprit: l'intervalle de quatre années, le caractère exclusivement moderne des concours, l'exclusion des scolaires (Bikelas et le Suédois Bergh eussent désiré des concours pour les enfants, ce que j'estimais impraticable et dangereux), enfin la désignation d'un Comité International permanent dans son principe et stable dans sa composition, et dont les membres seraient les représentants de l'Olympisme dans leurs pays respectifs.

Quant au choix d'Athènes et à la date de 1896, cela ne répondait pas à mon plan initial pour la raison que, trompé comme la plupart de mes contemporains sur les forces juvéniles de la Grèce ressuscitée, je ne pensais pas qu'elle fût en état de faire face à l'inauguration de rencontres sportives mondiales.

J'avais pensé inaugurer celles-ci à Paris dans la première année du XXe siècle, ainsi que je l'exposais dans la *Revue de Paris* du 15 juin 1894, et tout en « imbibant d'hellénisme » la célébration des Jeux. Des conversations avec D. Bikelas, dont le commerce m'avait charmé dès le premier abord, me conduisirent à changer d'avis. Lui le désirait, mais en même temps reculait devant la responsabilité d'engager son pays dans cette aventure. Nous nous encourageâmes l'un l'autre et Athènes fut désignée par acclamation.

Le principe des Jeux circulants passa sans trop soulever d'objections. Il était essentiel. Autrement, la dépense n'eût pu être acceptée par aucun pays. La Grèce, en tout cas, eût été hors de cause techniquement et financièrement.

J'eus toute liberté pour la composition du CIO. La liste proposée fut élue sans retouche; elle comprenait: Bikelas pour la Grèce; Callot et moi pour la France; le général de Boutowsky pour la Russie; le colonel Balck pour la Suède; le professeur Sloane pour les Etats-Unis; Jiri Guth (Bohème); Fr. Kémény (Hongrie); C. Herbert et lord Ampfhill pour l'Angleterre; le professeur Zubiaur pour l'Argentine et L. A. Cuff pour la Nouvelle-Zélande; enfin le comte Lucchesi Palli accepta provisoirement pour l'Italie et bientôt après le comte Max de Bousies pour la Belgique. On ne remarqua pas que je n'avais choisi presque que des absents. Leurs noms figurant sur la longue liste des « membres honoraires du Congrès », on s'était accoutumé à leurs consonnances et à les croire inféodés à l'œuvre. Il me fallait mes coudées franches pour toute la période de début, car de multiples conflits ne pouvaient manquer de naître. On voudrait, en tout cas, s'emparer du gouvernail, soit pour bénéficier du succès, soit pour modifier la direction. Ainsi l'exige la loi humaine.

(à suivre)

